

Association MCATMS 94

50, avenue Karl Marx
94800 VILLEJUIF

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels au 31/12/2020**

**FRANCE AUDIT CONSULTANTS
INTERNATIONAL**
10, allée des Champs Elysées
91042 Evry

ASSOCIATION MCATMS 94
50, avenue Karl Marx
94800 VILLEJUIF

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux adhérents,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Maison Commune des Addictions des Troubles Mentaux et de la santé 94 » (MCATMS 94) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MCATMS 94 à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

3- Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que l'application des nouveaux règlements comptables ANC 2018-06 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ; sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ; et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de notre rapport, nous n'avons pas reçu, le texte des résolutions. Nous n'avons donc pas pu vérifier les informations communiquées.

A l'exception de l'incidence décrite précédemment, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et le rapport moral de l'Association aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association MCATMS 94 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le présent rapport est daté du dernier jour des travaux d'audit compte tenu de la date de communication des derniers documents.

Fait à Evry, le 24 juin 2021

Pour France Audit Consultants International

Jean Paul FRESQUET

Responsable technique



Max PEUVRIER

Commissaire aux comptes



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	2 044	2 044		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 308 413	14 352	1 294 061	
Installations techniques, matériel et outilla	45 782	45 782		2 455
Autres immobilisations corporelles	181 734	133 727	48 007	7 405
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 640		4 640	6 186
Total I	1 542 613	195 905	1 346 708	16 046
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comman	35 000		35 000	
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	261 372		261 372	165 915
Divers				
Valeurs mobilières de placement	554 913		554 913	576 215
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	74 996		74 996	5 778
Charges constatées d'avance	12 629		12 629	11 105
Total II	938 909		938 909	759 013
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations (
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 481 522	195 905	2 285 617	775 059

Bilan

	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	112 832	112 832
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	112 832	112 832
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	1 043	-388
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	1 043	-388
Ecart de réévaluation		
Réserves	45 927	45 927
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	45 927	45 927
Autres réserves		
Report à nouveau	114 692	31 144
Excédent ou déficit de l'exercice	30 165	84 979
Situation nette (sous-total)	304 660	274 495
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	304 660	274 495
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	394 267	274 764
Total II	394 267	274 764
PROVISIONS		
Provisions pour risques	78 122	78 122
Provisions pour charges		
Total III	78 122	78 122
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	1 350 000	
Découverts et concours bancaires		13 190
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	1 350 000	13 190
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 870	36 736
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	105 305	97 650
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 103	
Autres dettes	3 289	101
Produits constatés d'avance		
Total IV	1 508 568	147 677
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 285 617	775 059

Compte de résultat

	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	29 250	4,67	29 250	2,88		
Ventes de biens et de services	44 100		35 850		8 250	23,01
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	44 100	7,03	35 850	3,53	8 250	23,01
Produits de tiers financeurs	1 023 409		951 225		72 184	7,59
Concours publics et subventions d'exploita	1 023 409	163,25	951 225	93,59	72 184	7,59
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. co						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts	468	0,07	6 819	0,67	-6 351	-93,14
Utilisation des fonds dédiés	8 137	1,30	5 058	0,50	3 079	60,86
Autres produits						
Total I	1 105 364	176,32	1 028 202	101,17	77 161	7,50
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	222 207	35,44	208 449	20,51	13 758	6,60
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	32 021	5,11	25 542	2,51	6 479	25,37
Salaires et traitements	461 354	73,59	423 938	41,71	37 416	8,83
Charges sociales	207 537	33,10	193 744	19,06	13 793	7,12
Dotations aux amortissements et aux dépr	21 861	3,49	6 429	0,63	15 432	240,06
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	127 640	20,36	87 115	8,57	40 525	46,52
Autres charges						
Total II	1 072 620	171,10	945 217	93,00	127 403	13,48
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	32 743	5,22	82 985	8,17	-50 242	-60,54
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de						
Autres intérêts et produits assimilés	767	0,12	2 127	0,21	-1 360	-63,96
Repr. / provisions, dépréciations et transfert						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. d						
Total III	767	0,12	2 127	0,21	-1 360	-63,96
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et						
Intérêts et charges assilées	3 203	0,51			3 203	
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. d						
Total IV	3 203	0,51			3 203	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-2 436	-0,39	2 127	0,21	-4 563	-214,54
3. RESULTAT COURANT avant imp	30 307	4,83	85 112	8,37	-54 806	-64,39

Compte de résultat

	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion			955	0,09	-955	-100,00
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de	2 442	0,39			2 442	
Total V	2 442	0,39	955	0,09	1 487	155,74
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	235	0,04	144	0,01	91	63,09
Sur opérations en capital	2 178	0,35	449	0,04	1 729	385,14
Dot. amortissements, aux dépréciations et						
Total VI	2 413	0,38	593	0,06	1 820	306,78
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-	29		362	0,04	-332	-91,89
Participation des salariés aux résultats (VI)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	171	0,03	495	0,05	-324	-65,45
Total des produits (I + III + V)	1 108 573	176,83	1 031 284	101,47	77 288	7,49
Total des charges ((II + IV + VI + VII	1 078 407	172,02	946 305	93,11	132 102	13,96
EXCEDENT OU DEFICIT	30 165	4,81	84 979	8,36	-54 814	-64,50
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES E						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MCATMS

Présentation de l'association

L'association Maison Commune des Addictions des Troubles Mentaux et de la Santé propose un ensemble d'actions dans le domaine de la santé, elle bénéficie de financements de l'Etat, du Département du Val de Marne et des villes. Elle intervient auprès des publics avec divers moyens, notamment les soins, la prévention des risques et la formation, l'association gère un CAARUD financé par l'ARS.

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 2 285 617 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 30 165 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2020 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément :

- aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du plan comptable général,
- au règlement 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- à l'instruction M22bis,
- et aux divers règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthode comptable

L'application du règlement ANC 2018-06 entré en vigueur au 1er janvier 2020 a eu pour incidence un changement de présentation au niveau du résultat d'exploitation qui comprend au niveau des charges d'exploitation les dotations de fonds dédiés et au niveau des produits d'exploitation les reprises de fonds dédiés.

DEROGATION POUR LA PRESENTATION DES COMPTES

Pour des raisons techniques de présentation de mise en page, la nouvelle présentation n'a pu être faite dans le respect des deux règlements, les comptes 2020 selon le règlement ANC 2018-06 et les comptes 2019 selon le règlement CRC 99-01.

Règles et méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de transport : 3 ans
- * Matériel de bureau et informatique : 2 à 5 ans
- * Matériel accueil : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Conséquences de l'événement Covid-19

A la date d'arrêté des comptes 2020 il n'y a pas d'incertitudes significatives connues qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre ses activités.

L'association a assuré une permanence en présentiel dans les locaux du CAARUD pendant la pandémie.

L'ARS a versé une subvention complémentaire (CNR) COVID qui a couvert des charges de personnel et des achats de produits et matériels de protection.

Règles et méthodes comptables

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi N°2006-586 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas communiqué pour des raisons de confidentialité.

Effectif moyen

Cadres 4

Employés 7

EFFECTIF MOYEN : 11

Engagements hors Bilan

Emprunt immobilier : hypothèque conventionnelle de l'association à hauteur de 190 000 euros.

Bénévolat

L'association MCATMS n'a pas bénéficié de prestations gratuites en 2020. L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. Leur caractère non significatif au regard des ressources de l'association a été confirmé.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 044			2 044
Immobilisations incorporelles	2 044			2 044
- Terrains				
- Constructions sur sol propre		1 241 500		1 241 500
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions		66 913		66 913
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	45 782			45 782
- Installations générales, agencements aménagements divers	64 518			64 518
- Matériel de transport	30 923	35 099	3 350	62 672
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	39 212	10 833		50 045
- Emballages récupérables et divers	2 598	1 901		4 499
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	183 033	1 356 246	3 350	1 535 929
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	6 186		1 546	4 640
Immobilisations financières	6 186		1 546	4 640
ACTIF IMMOBILISE	191 263	1 356 246	4 896	1 542 613

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 044			2 044
Immobilisations incorporelles	2 044			2 044
- Terrains				
- Constructions sur sol propre		13 794		13 794
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions		558		558
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	43 327	2 455		45 782
- Installations générales, agencements aménagements divers	61 292	1 031		62 323
- Matériel de transport	27 721	3 570	1 173	30 119
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	38 234	452		38 686
- Emballages récupérables et divers	2 598	1		2 599
Immobilisations corporelles	173 172	21 861	1 173	193 861
ACTIF IMMOBILISE	175 217	21 861	1 173	195 905

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 278 641 euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	4 640		4 640
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	261 372	261 372	
Charges constatées d'avance	12 629	12 629	
Total	278 641	274 001	4 640

Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
PERSO AUTRE PROD.A RECEV.	725
DIVERS PDTS A RECEVOIR	60 056
Total	60 781

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires	112 832			112 832
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise	112 832			112 832
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	45 927			45 927
Report à Nouveau	31 144	83 548		114 692
Résultat de l'exercice	84 979	30 165	84 979	30 165
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	-388	1 431		1 043
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs	274 764	119 503		394 267
Total fonds associatifs	549 259	234 648	84 979	698 927

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	78 122				78 122
Total	78 122				78 122

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exploitation

Financières

Exceptionnelles

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 508 568 euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 350 000	64 286	257 143	1 028 571
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 870	36 870		
Dettes fiscales et sociales	105 305	105 305		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 103	13 103		
Autres dettes	3 289	3 289		
Produits constatés d'avance				
Total	1 508 568	222 854	257 143	1 028 571
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 350 000			
Emprunts remboursés sur l'exercice :				

Charges à payer

	Montant
FOURN.FTS NON PARVENUES	25 159
DETTE PROV.CONGES A PAYER	32 764
PERSON AUTR CHARG A PAYER	1 027
CH.SOC.DETTE CONG.A PAYER	15 727
ORG.SOC.AUTR.CHARG A PAYE	1 145
ETAT CHARGES A PAYER	1 163
Total	76 984

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONST.AVANCE	9 358		
Total	9 358		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

TABEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Suivi des subventions affectées

	Montant Initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
ARS EVALUATION	8 000	2 300			2 300
ARS DISTRIBOX	15 200	2 280	2 280		
ARS 2015	12 000	7 102			7 102
ARS	231 311	135 048	1 656		133 392
ARS 2017	31 690	5 552			5 552
ARS 2018	35 368	35 368	2 300		33 068
ARS 2019	87 115	87 115	1 900		85 215
ARS 2020	97 640			127 640	127 640
Total	518 324	274 765	8 136	127 640	394 269

Les fonds dédiés de l'année 2017 n'ont pas fait l'objet de dépenses significatives au cours des deux derniers exercices.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		469 849				469 849
Subventions d'exploitation		30 000	70 070		453 490	553 560
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissem						
						1 023 409

Secteur d'activité	31/12/2020

